royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Élections

Notre opinion sur les élections municipales ? C'est qu'il serait absurde de voter selon un critère partisan. Il y a de bons maires, à droite comme à gauche, et des équipes municipales de grande qualité dans les deux camps.

Mais, par-delà les questions d'appareils, il y a un certain nombre de candidats qui utilisent les municipalités comme faire-valoir dans leur carrière nationale. Certains sont ou seront, à la mairie comme ailleurs, des intermittents. A chacun d'apprécier. Mais il y a des dirigeants politiques nationaux qui portent la responsabilité de la guerre d'agression contre la République yougoslave et de la réduction de la durée du mandat présidentiel. Ces naufrageurs doivent être mis en échec, de quelque bord qu'ils soient.

Pas une voix pour Christian Poncelet, pas une pour Jean-Pierre Chevènement. Il faut qu'Élisabeth Guigou soit battue à Avignon, et que Dominique Voynet morde la poussière. Tout faire pour réduire l'avantage de Martine Aubry à Lille, et pour que la défaite de Philippe Séguin soit écrasante dans le XVIIIe arrondissement parisien. Pas une voix pour les membres du gouvernement des fossoyeurs, par une pour les gaullistes renégats.

VACHE FOLLE

Folie d'un système

Dynastie

Biographie fragmentaire

p. 6-7

États-Unis

L'empire attaque

p.5

DU 5 MARS AU 18 MARS 2001 · 31e année · Numéro 767 · 20 F

Électroschnock

Des femmes battues

L'éviction de Roxane Decorte de la tête de liste séguiniste dans le XVIIIe arrondissement dépasse les enjeux électoraux parisiens : c'est la loi sur la « parité » qui est prise en défaut.

Sinistres, certaines campagnes électorales. Ainsi cet ancien maire d'Épinal, qui a froidement abandonné « sa » ville pour prendre la présidence du RPR dont il a ensuite démissionné, propulse sa suffisance de technocrate accablé dans des quartiers ravagés par la misère et par une violence qui gagne jusqu'aux plus respectés des bourgeois. Du haut en bas de l'échelle sociale, on y bat sa femme sans craindre ensuite de moraliser sur la place publique et tout en saluant avec chaleur les plus féministes des militantes de la majorité plurielle.

Il faudrait un Zola pour décrire ces modernes enfers sociaux. Il suffit d'un chansonnier pour raconter les Folies-Séguin : le choix suicidaire du XVIIIe, la fausse modestie de cette quatrième place (« *J'ai fait ce choix parce que la lâcheté m'est étrangère* »), la mise en avant d'une sympathique jeune femme transformée en emblème : « *Vous imaginez, alors que je fais un effort de rajeunissement et de féminisation, que je vais aller retirer* (la première place) *à Roxane Decorte, née dans le XVIIIe arrondissement, qui a milité dans le XVIIIe, qui incarne cette volonté de renouveau !* » déclare l'ex-Vosgien le 21 janvier sur Europe I.

Tout cela pour aboutir au retournement paniqué du 19 février : au lieu de démissionner de la tête de liste comme aux dernières élections européennes, Philippe rétrograde Roxane pour prendre la première place. Opération menée, « *en plein accord avec Roxane Decorte* », et assortie de déclarations qui rappellent la discipline de l'appareil stalinien. Roxane Decorte affirme que la décision de « *Philippe* » constitue un « *formidable électrochoc* » et de confier : « *Voilà longtemps que je lui avais remis ma tête de liste* ».

L'électroschnock (1) a eu pour seul effet de faire rire sous cape la gauche parisienne. Mais comme la gauche parisienne est avant tout de gauche, les déclarations indignées ont étouffé les commentaires rigolards. On aime l'indignation, à gauche. Et le cas de « Roxane » semblait illustrer à la perfection la victime innocente (bien que de droite) des machos de la droite. Yvette Roudy s'est empressée de dénoncer le grossier personnage qui « *s'empresse de rejouer la vieille rengaine que les femmes ne connaissent que trop bien : mets-toi là, ça m'arrange, ôte-toi de là, tu nous gênes, et tais-toi, tu n'as rien à dire* ».

Chère Yvette a raison sur ce point. Mais l'incontournable présidente de « L'Assemblée des femmes » n'a pas vu qu'elle soulignait du même coup l'échec de la loi sur la parité puisque rien n'empêche, si on respecte les formes, de trimballer les femmes sur les listes comme des fétus de paille. Mais chère Yvette a cependant reconnu qu'il y avait là un problème puisque qu'elle propose « *le suivi et le soutien par les partis politiques quels qu'ils soient des femmes qui acceptent d'être candidates* ».

L'intention est louable, mais l'application est malaisée. Comment obliger les partis à soutenir leurs candidates ? Faudra-t-il instituer une obligation de résultats, pénaliser les partis qui ont laissé leurs militantes se faire battre, et récompenser par des primes ceux qui ont réussi les meilleurs promotions féminines ? En ce cas, il faudrait décorer Monsieur Le Pen, pour son soutien efficace à Madame Stirbois, et Monsieur Megret pour la promotion de Madame Megret, maire de Vitrolles. Et si le RPR parvient un jour à installer à Matignon une sorte de Margaret Thatcher, faudra-t-il l'en féliciter ?

Enfin, ça fait du bien de bavarder. Pendant que nous, les femmes, on s'occupe de Roxane, d'Yvette et de Bernadette, on oublie que depuis le vote de la loi sur la parité, la différence de salaires entre hommes et femmes est toujours la même.

Annette DELRANCK

(1) Pardon pour le jeu de mots, qui reste très au-dessus de la moyenne des réflexions sur le comportement de Philippe Séguin que les militants entendent sur les marchés parisiens les jours de campagnes.

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Des femmes battues - p.3 : Pas de craques ! C'est critique ! - p.4 : Vache folle ou folie d'un système ? - p.5 : Les prétoriens - p.6/7 : Une biographie fragmentaire - p.8 : J'en mets plein la vue.com - Du maillage polycentrique - p.9 : Le nom du père - p.10 : Continuité - Défense de la langue - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : La nation, la loi, l'État.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

❑ trois mois (125 F) ❑ six mois (200 F) ❑ un an (300 F) ❑ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Globalisation

Pas de craques ! C'est critique !

Encore du négatif ? Toujours du pessimisme ? Non, c'est promis : juste un relevé de quelques craquements, fêlures et fractures qui permettent de suivre la propagation de la crise systémique qui est en train de détruire le marché plus ou moins globalisé.

L'heure n'est plus à la polémique. Pour deux motifs :

- La classe dirigeante n'écoute que les experts qui lui disent que tout va bien.

- Si les hiérarques prenaient soudain conscience du caractère systémique de la crise, ils n'y pourraient rien changer puisqu'ils se sont privés des structures et des techniques qui permettraient d'y parer.

Dans le domaine de la « régulation » conjoncturelle, ni la droite ni la gauche françaises, ni les Douze de la zone euro, ni les Quinze de l'Union européenne, ne peuvent se targuer de maîtriser quoi que ce soit. Ils ne peuvent plus être jugés sur les chiffres de la quinzaine, mais sur leur responsabilité politique dans les catastrophes économiques, écologiques et sociales qu'ils acceptent ou favorisent par leur inertie.

Longtemps, le moralisme a été le masque de leur impuissance voulue : « *faites un effort !* » « *aidez-vous les uns les autres !* ». Depuis peu, je les vois s'isoler dans le confort de leurs certitudes, dans les menus plaisirs des rituels, dans les facilités de la langue de bois. Comme des somnambules, ils parcourent la capitale, et la planète, pour répéter sur un ton monotone que « *l'euro conserve de fortes marges d'appréciation* ». Pourtant, ils savent que la politique monétaire américaine décide du cours de la simili-monnaie européenne et ils se réjouissent en catimini de la faiblesse de l'euro, favorable aux exportations.

Hors périodes électorales, nos hiérarques ne font plus d'efforts de propagande en direction de l'opinion publique. Leurs valets de pied (François Hollande etc.) sont bien sûr chargés de la musique d'ambiance, mais ils ne s'intéressent plus guère à ce que pensent et souhaitent « les gens ». C'est qu'ils mettent tous leurs soins à se persuader eux-mêmes, et à « rassurer les marchés », tandis que la grande presse, presque entièrement contrôlée par les groupes financiers, s'efforce de refléter l'opinion des spéculateurs. Ceci tout en veillant à ne pas troubler les opérations boursières et monétaires, quand elles vont dans le « bon sens », et à ne pas provoquer l'inquiétude des « marchés » - qui réagissent aussi aux informations présentées par la presse.

C'est ce système bouclé, littéralement hallucinant, qui est dans un état critique, et dont on ne peut sortir par une quelconque « gestion », parce que le principe concurrentiel est autodestructeur, tout comme la spéculation. Pour conjurer le sort, on répète tous les ans que la crise est finie, on rêve encore à la « nouvelle économie », et l'on vient d'annoncer (*Le Monde des Débats*, nº 22) que « *l'horreur* [économique] *est finie* ».

Pas de craques ! C'est la fête - du fric - qui est finie, pauvres pommes ! Résumons. Le samedi 17 février, les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales du G 7 réunis à Palerme émettent des fumées hallucinogènes en direction du monde mondialisé : « *les fondamentaux économiques des États-Unis restent solides* » et les perspectives de croissance de la zone euro « *restent favorables* », grâce « *à une forte demande intérieure* ». Ceux qui écrivent cela savent que c'est faux. Mais ils se moquent de la vérité car ils veulent « rassurer les marchés » - autrement dit les spéculateurs. Or les sommités du G7 ont été immédiatement démentis par les chiffres et par les faits :

La croissance américaine ? Le FMI prévoyait 3,2 % en octobre dernier, il annonce maintenant 1,7 % pour 2001.

Le Japon ? Son commerce extérieur est en déficit pour la première fois depuis quatre ans (en raison notamment de la crise américaine) et, surtout, il est confronté à une crise bancaire, financière et politique qui dépasse tout le monde.

Les nouvelles technologies ? A la dégringolade boursière des sociétés qui spéculaient sur Internet et la téléphonie mobile, s'ajoute la saturation du marché des portables et les menaces qui pèsent sur la confection de nouveaux types d'appareils (UMTS).

L'Europe ? Les bons résultats du commerce extérieur en 2000 ne concernent que les pays de la zone euro (excédent de 12,6 milliards d'euros, supérieur de plus de 50 milliards à celui de 1999) alors que l'ensemble des Quinze enregistre un déficit de 82 milliards d'euros (- 19 milliards en 1999). Ce qui prouve que la dévaluation de fait de l'euro est favorable à l'activité économique et à la réduction du nombre des demandeurs d'emploi. Mais on observe une sérieuse baisse de la demande intérieure en Espagne (4,2 % en 2000 contre 5,5 % en 1999), la crise financière turque touche l'Europe de l'Est et aura des conséquences en République fédérale, où la situation générale n'est pas florissante. Surtout, la conjonction de la crise de la téléphonie, de la crise agricole en Europe (encore aggravée par l'épizootie de fièvre aphteuse en Grande Bretagne) et les vives « corrections » boursières mettent en émoi toute une oligarchie manifestement dépassée par les événements.

Reste la France, où l'on dispute sereinement de la « croissance retrouvée » et du « plein emploi » pour après-demain. La France, rose paradis des experts infantiles.

Sylvie FERNOY

Faites connaître *Royaliste* :

Abonnez vos amis !

Abonnement essai
3 mois pour 25 F

Zoanthropie

Vache folle ou folie d'un système ?

La vache folle, drame présent et surtout encore à venir, rassemble de façon exemplaire toutes les dérives de nos sociétés modernes. En suivre le développement est révélateur de ce qui nous attend dans nombre d'autres domaines.

Premier acte. L'essor de la production animale. Nous sommes en 1980, en plein agro-alimentaire triomphant. On vient de se sortir du poulet aux hormones (ces molécules sont désormais interdites) et des farines de poisson : trop de problèmes, saveurs incontrôlables, etc. D'ailleurs on a trouvé mieux : les farines animales sous-produit de l'élevage. On recycle donc avec bonheur dans le boeuf et le mouton les déchets des filières « viande ». En plus, c'est très écolo : recyclage, chasse au gaspi, efficacité, tout baigne. Puis, pour réduire les coûts, les Britanniques abaissent la température de fabrication des farines animales. On ne peut leur en vouloir : cela restait largement suffisant pour détruire tous les germes vivants répertoriés, et l'on ignorait encore l'existence du prion.

Deuxième acte. Vers le milieu des années 80 une mystérieuse maladie, semblable dans ses symptômes à la tremblante du mouton, se répand par centaines de milliers de cas dans le cheptel bovin britannique. C'est l'ESB, encéphalopathie spongiforme bovine. Très vite le soupçon d'une transmission « inter-espèces » via les farines animales devient certitude. Plus encore, cette nouvelle maladie après être passée du mouton au boeuf, se répand chez d'autres espèces, en particulier les animaux de compagnie nourris aux pâtées à base de déchets de viande. C'est là que pour la première fois on a pu constater l'ampleur du problème. En effet la durée d'incubation de la maladie est très longue, approximativement un quart de l'espérance de vie, soit 2 à 4 ans pour le chat, 4 à 6 pour le chien (contre 10-20 pour l'homme). Encore invisibles chez l'homme, les symptômes apparaissent très vite chez le chat. L'épizootie se répand au Royaume-Uni : tout, dès 1990, démontre que l'épidémie, quand elle se manifestera chez l'homme, sera très grave.

Troisième acte. Le drame d'aujourd'hui (déjà une centaine de morts, combien de milliers à venir ?) et le conflit entre sécurité et profit. Ici, la responsabilité de toutes les instances (britanniques, puis européennes et françaises) est accablante : acteurs économiques qui ont maintenu leur filière envers et contre tous ; acteurs sociaux, engagés à fond dans la logique du profit seul moteur de la société ; medias et acteurs politiques, complices du laisser-faire, ou achetés par les producteurs. Un exemple : Mr MacSharry, nommé opportunément commissaire européen pour l'agriculture, réduira Bruxelles au silence et profitera de la libre circulation des biens pour imposer l'exportation de viandes et farines britanniques dans toute l'Europe, au plus fort de l'épizootie.

De tout ceci, que retirer ?

- **Première observation.** Le système libéral met toujours en place les mêmes mécanismes : une logique centrée sur le seul profit privé, accompagné d'une prise en charge par la société des dégâts induits ; une réflexion focalisée sur des échelles de temps très courtes, où le long terme correspond au retour sur investissement, 4-5 ans au mieux ; une stratégie de groupe de pression (avec sa dérive maffieuse) destinée à acheter, discréditer ou museler toute voix qui risque de porter tort aux affaires.

- **Deuxième observation** : la politique de nos démocraties occidentales, et tout particulièrement de l'Union Européenne, s'est alignée sans état d'âme sur cette logique mercantile, et a éliminé tous les garde-fous.

- **Troisième observation** : l'abus de la légalité. Les Britanniques (mais les Français font la même chose) n'ont pas hésité à poursuivre la vente de leurs produits dangereux chez eux tant que c'était légal, puis à l'extérieur une fois interdits intra-muros, en sachant parfaitement qu'ils allaient provoquer une épidémie mondiale (à quand les premiers cas en Amérique latine et en Afrique ?). La palinodie continue maintenant avec le mouton, attendons-nous à ce qu'elle touche ensuite le porc, voire le poulet, qui n'ont aucune raison de ne pas être contaminés par le prion, comme le sont le boeuf, le chien, le chat, le macaque et l'homme.

- **Quatrième observation.** Ce n'est pas la méthode d'élevage qu'il faut incriminer, et l'idée simpliste que « donner de la viande aux herbivore » est un crime, n'a pas grand sens. La demande en viande pour tous existe, il faut la satisfaire, et l'élevage intensif, nécessaire, présente toujours un risque. Ce qui a lancé le drame, c'est bien la gestion du problème quand il est apparu. En outre, expliquer cette gestion désastreuse par une absence d'information scientifique est un mensonge. S'il est vrai que les chercheurs sont contraints par nature de ne s'exprimer qu'en termes de probabilités, il n'en reste pas moins vrai que l'existence d'une transmission inter-espèces avait été prouvée dès 1990.

- **Cinquième observation.** Sans arbitre, le système libéral est implacable. Les agriculteurs français ont été ainsi piégés de belle manière : contrainte de productivité, imposition de méthodes mercantiles, pressions (jusqu'au chantage) pour acheter farines et autres adjuvants, opacité et manque d'information, tout a été fait pour qu'ils participent en acteurs aveugles au développement de l'épizootie. Ils se retrouvent aujourd'hui, parfois à leur corps défendant, coupables mais pas responsables. A des degrés divers, tous les intermédiaires de cette filière sont dans la même situation : le système interdit de rester sur le bord de la route.

Est-il besoin de conclure ?

François VILLEMONTEIX

Impatronisation

Les prétoriens

Bush n'a pas attendu. Moins d'un mois après son entrée en fonctions, l'aviation américaine bombardait Bagdad. Jamais une administration américaine n'aura été à ce point dominée par les experts stratégiques et les militaires.

Si vis pacem para bellum. Nul doute que George Bush II aime la paix, la bonne vie et les balades à cheval. Pour cela, il préfère que la maison soit bien gardée, que les cowboys patrouillent, rapides à la détente. Depuis son arrivée à Washington, la mode texane y fait un malheur. Santiags et vestes de cuir détrônent le costume cravate. Plus sérieusement, il ne fait pas bon être diplomate ou simple civil. Pour être crédible, il faut avoir été militaire ou avoir professionnellement fréquenté les militaires toute sa carrière. Le brave ancien chef d'état-major de la guerre du Golfe est revenu dix ans plus tard sur le terrain de ses exploits avec pour objectif de renouer la coalition anti-Saddam de l'époque. Puisque Saddam est toujours au pouvoir, pourquoi n'avons-nous pas la même coalition ? C'est logique. Dès avant l'élection du général Sharon, les conversations stratégiques avaient remplacé les discussions de paix.

Le numéro 2 de la diplomatie est l'ancien secrétaire d'État adjoint à la Défense, du temps du président Reagan. Où sont les diplomates ? Même à l'ONU, Bush vient de nommer un vétéran de la guerre du Viêt-nam, l'homme des Contras armés par Reagan contre les sandinistes au Nicaragua, ancien de la CIA. Le ministère de la Défense, dont l'ancien titulaire du temps de la guerre du Golfe est désormais vice-président - espérons qu'il n'arrivera rien à Bush -, a fait une véritable OPA sur les affaires étrangères. Sur le terrain aussi, ce ne sont plus les ambassadeurs qui sont en charge mais les commandants en chef des grandes régions militaires qui quadrillent la planète. On s'en était déjà aperçu en Indonésie et en Amérique latine - où l'on prépare activement les opérations en Colombie. Les cinq étoiles ont priorité sur les fracs des ambassadeurs.

Dans l'opinion publique, tranquille et repue, on commence à instiller l'insécurité : le groupe terroriste d'Osama Bin Laden a des réseaux partout et serait en passe de se procurer une bombe nucléaire. Ce n'est pas un film mais les reportages bien inspirés des hebdomadaires les plus sérieux. Les radars de Saddam étaient armés des procédés chinois les plus sophistiqués. La dissuasion nucléaire est inefficace contre ces terroristes. Une seule frappe suffit. Conclusion : il faut frapper les premiers. S'adressant aux militaires, Bush a prononcé cette phrase destinée à rester dans les annales : « *Le meilleur moyen de maintenir la paix est de redéfinir la guerre selon nos propres termes* ». Le clan militaire reprochait à Clinton de se contenter de réagir aux événements. Le jour est proche où il serait trop tard. La première frappe pourrait être nucléaire. La défense anti-missiles est une première parade. Mais ce n'est encore qu'une parade. Les sanctions, n'en parlons même plus, c'est du pipeau - bon pour diplomates. La meilleure défense, chacun le sait, en dehors des diplomates, c'est l'attaque. Désormais, ce sera donc la politique des faits accomplis. Les États-Unis vont reprendre l'initiative. Ils frapperont où on ne les attend pas.

Ce qui veut dire aussi qu'ils ne frapperont pas là où on les attend. Que l'on ne compte pas sur eux pour faire la police dans les zoos. Les militaires n'ont pas supporté que Clinton les envoie amuser la galerie dans les Balkans ou pire en Afrique. Trop de conflits périphériques les ont distrait des véritables enjeux de sécurité pour les États-Unis et leurs alliés. Ils ont dû baisser la garde pour aller guerroyer de-ci de-là contre des moulins. On ne les y reprendra plus.

Peut-être l'Europe de la défense sera-t-elle bonne pour cela. Il n'est pas dit qu'on lui laisse le choix. Après tout, ne serait-ce pas avec les moyens de l'OTAN ? Or ceux-ci sont dans la main gantée des hauts-commandements régionaux américains. Ils seront donc « redéfinis », selon les termes du président, dans les mêmes conditions que les armées sous la bannière étoilée. Tout ceci a l'air parfaitement transparent. Bush n'a seulement pas eu même besoin de rencontrer un seul chef d'État étranger avant d'avoir arrêté sa nouvelle doctrine.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **BAHREÏN** - Le projet de Charte nationale a été adopté, lors d'un référendum le 15 février dernier, par la quasi totalité des Bahreïnis. En effet, 90 % d'entre eux s'étaient déplacés pour voter et le projet a été approuvé par 98,4 % des votants. Il est vrai que même le chef de l'opposition, cheikh Abdel Amir al-Jamri, dont l'influence est très grande dans la communauté chiite, majoritaire dans le pays, avait appelé à voter oui déclarant qu'il donnait « *toute sa confiance à l'émir pour les réformes politiques qu'il a amorcées et sa détermination à créer une cohésion nationale et à ouvrir une nouvelle page dans le pays* ». La charte adoptée prévoit, entre autres, le rétablissement du parlement dissous il y a vingt-six ans, la séparation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et la transformation de l'émirat en royaume.

◆ **ESPAGNE** - Accompagnée par le secrétaire d'État espagnol à l'Amérique latine, la reine Sophie d'Espagne a effectué un voyage humanitaire de neuf jours en Amérique centrale où elle s'est rendue au Salvador, au Honduras, au Nicaragua et au Guatemala. Au Salvador, terriblement frappé par plusieurs séismes successifs, la reine est allée visiter, en compagnie de l'épouse du Président, Lourdes Rodriguez de Flores, les villes les plus durement touchées et apporter aide et consolation à la population qui a été très sensible à cette marque de sollicitude. « *Sincère et proche des gens. Elle est vraiment la reine solidaire* » lisait-on dans la presse locale.

◆ **YOUGOSLAVIE** - Le gouvernement yougoslave a approuvé un projet de loi qui donnera à la famille royale exilée le droit de réclamer ses biens et de recouvrer sa citoyenneté. Le Premier ministre Zoran Zizic a déclaré que ce projet montrait que la nouvelle équipe dirigeante est décidée à suivre un « *chemin de vérité, de justice et de liberté* ». Le projet doit maintenant être présenté au Parlement pour être adopté d'une manière définitive. Les membres de la famille royale qui étaient partis en exil, à Londres, quand les armées nazies avaient envahi le pays, en 1941, s'étaient vus déchus de leur nationalité par les communistes au pouvoir en 1947.

◆ **PAYS-BAS** - Après la Norvège, la Hollande ! La liaison entre le prince héritier Willem-Alexander, âgé de 33 ans, et Maxima Zorreguieta, une jeune Argentine de 29 ans, soulève controverses et polémiques. Le père de la jeune femme fut en effet ministre de l'Agriculture pendant la dictature du général Videla et, à ce titre, considéré comme « peu recommandable » par une part de la classe politique néerlandaise. Ce sera en définitive au Parlement de trancher puisque, selon la Constitution, le mariage du prince héritier est soumis à son approbation. Au cas où le prince Willem-Alexander passerait outre, il serait exclu de la succession et ce serait son frère Johan Friso, âgé de 32 ans, qui deviendrait prince héritier.

COMTE DE PARIS

Une biographie fragmentaire

Pour le défunt comte de Paris, le temps de l'histoire est-il venu ? Pas tout à fait. Beaucoup d'archives ne sont pas disponibles, et bien des témoins ou des acteurs n'ont pas encore parlé. Mais voici que paraît un premier travail sérieux. Une thèse, aux deux sens du terme : l'ouvrage de Bruno Goyet, est le fruit d'une recherche universitaire ; c'est aussi une opinion étayée sur les conditions sociales dans lesquelles le jeune prince a développé son projet politique. Sans prétendre énoncer des vérités définitives, nous proposons ici une première approche critique de cette biographie fragmentaire.

Voici publié un fragment imposant de la vie du défunt comte de Paris, mais ce n'est qu'un fragment. D'entrée de jeu, il faut en effet avertir que le titre du livre de Bruno Goyet (1) crée ce que nous appellerons aimablement une illusion d'optique. Ce qui se présente comme une biographie complète de Henri d'Orléans, comte de Paris (1908-1999) est en fait un travail qui est consacré pour l'essentiel à la jeunesse du prince jusqu'en 1940, soit 254 pages. Vient ensuite un survol (pp. 259-308) qui s'achève en 1969, par une décision que l'auteur ne prend pas soin d'expliquer. Dans sa conclusion, Bruno Goyet affirme que « *le jeu biographique s'arrête bien avec la mort du sujet* », apparente lapalissade contredite par un biographe qui n'hésite pas à faire mourir son sujet trente ans avant qu'il ne disparaisse.

Ce cadre arbitrairement fixé ne doit pas dissuader le lecteur d'un examen attentif du travail de Bruno Goyet. Du point de vue historique, la recherche a été menée avec sérieux, les archives choisies ont été minutieusement dépouillées. L'exposé donne des aperçus inédits sur la fortune des Orléans et sur les relations entre la famille princière et les gouvernants sous la IIIe République. Les relations entre la Maison de France et l'Action française, l'action politique autonome du comte de Paris et les moyens de diffusion de sa pensée sont analysés avec précision, l'auteur étant libre d'interprétations et de jugements de valeur qu'il serait trop long de discuter ici.

ANACHRONISME

Simplement, on regrettera que les pages consacrées aux récits hagiographiques, à la « révérence envers le prince », à la « légende dorée » et à la propagande ne soient pas replacées dans le climat et dans le langage politiques de l'entre-deux-guerres. Ce qui paraît aujourd'hui excessif doit être rapporté au culte de la personnalité qui sévissait dans d'autres partis et dans d'autres milieux. Les élans des royalistes n'avaient rien à voir avec les comportements fanatiques et les scènes d'hystérie collective qui rythmaient, à gauche et à droite, la vie politique des années trente. Ce reproche est mineur, mais il doit être souligné car Bruno Goyet, sans doute par souci de rigueur scientifique, semble indifférent à l'ambiance politique de l'époque qu'il étudie. Cette insensibilité méthodique est d'autant plus contestable que l'historien du jeune comte de Paris veut inscrire sa biographie partielle dans un champ sociologique très large, dessiné à la manière de Pierre Bourdieu. L'intention est séduisante, l'exploration des données sociales améliore la connaissance des divers milieux royalistes et de leurs évolutions sous la IIIe République, mais le résultat d'ensemble déçoit pour deux raisons :

- Il y a tout au long de l'ouvrage une hésitation entre l'analyse proprement historique et l'enquête sociologique, qui crée un double déficit - quant aux conditions politiques générales dans lesquelles se situe la Maison de France, quant à la sociologie du royalisme français. Cette critique ne signifie pas qu'il faille séparer les domaines mais, en l'occurrence, il semble que l'articulation entre les données sociales et le projet politique est manquée. Elle ne signifie pas non plus qu'il faille rejeter les concepts et les méthodes de Pierre Bourdieu (capital matériel, capital symbolique par exemple) qui sont utilisés avec pertinence par des sociologues que nous accueillons ici avec faveur. Encore faut-il se montrer prudent quand on travaille à la jointure de deux « champs ».

- Or les concepts sociologiques paraissent trop souvent plaqués sur un « terrain » étudié selon des critères hautement contestables. Certes, beaucoup de données sociales font l'objet de relevés significatifs - par exemple l'analyse de l'assistance aux messes du 21 janvier et aux enterrements de princes, ou la classification sociale des présidents locaux de la Ligue d'Action française. Mais il est hasardeux d'en induire une distinction structurelle entre le « Monde » (les grands noms, les salons) et le peuple royaliste. Et il est encore plus difficile de soutenir, selon une des thèses principales de l'auteur, que le jeune comte de Paris a cherché à articuler son projet politique à la structure et aux comportements des « hautes classes ».

Bien entendu, on peut nous soupçonner de vouloir dénigrer une thèse gênante pour les « royalistes de gauche » - que nous ne sommes pas.

En 1956, le sultan du Maroc Mohammed V, quelques semaines après son retour d'exil, accueille le comte de Paris à Rabat.

Or la thèse ne nous gêne pas, dès lors qu'on évoque le premier comte de Paris, qui, au XIXe siècle, était effectivement en liaison avec la haute société, mais pas seulement avec les duchesses catholiques : les Rothschild, par exemple, ont largement soutenu le prince et très généreusement financé certaines de ses entreprises politiques.

Le deuxième comte de Paris est, quant à lui, étranger au « Monde » pour des raisons tout bonnement... biographiques que Bruno Goyet connaît bien mais qu'il sous-estime : le futur chef de la Maison de France passe son enfance et son adolescence au Maroc, à Larache, dans une ferme, il joue avec des petits Marocains et ses études sont pour le moins chaotiques. Ensuite, il s'installe en Belgique après de brefs séjours en France. Ce n'est que beaucoup plus tard, après le retour d'exil, que l'on peut supposer que le comte de Paris a fréquenté du « beau monde », mais le fait ne saurait être établi avant un examen systématique des grands agendas sur lesquels les activités du prince étaient consignés par Pierre Delongraye-Montier. Il est cependant notoire que le comte de Paris détestait ce qu'il appelait la « *café society* » : sa passion pour la politique le portait à privilégier les relations avec les milieux politiques français et étrangers.

LACUNES BIBLIOGRAPHIQUES

Bien entendu, ces remarques mériteraient mille nuances et précisions. On les trouvera en lisant les mémoires de la comtesse de Paris, qui ne figurent pas dans la bibliographie de l'auteur, alors qu'il y a dans les ouvrages de la princesse de nombreux faits significatifs et qui ne peuvent pas tous entrer - tant s'en faut - dans le champ hagiographique.

Plus généralement, la fidélité dynastique sous la IIIe République ne peut être réduite à une opposition rigide entre le monde « aristocratique » et le « peuple » royaliste. C'est un préjugé solidement ancré que de croire que les porteurs de particules appartiennent à un même « monde » et adhèrent aux mêmes « mythologies ». La noblesse française était déjà un corps éclaté en 1789, et la guerre de 1914-1918 a détruit la société décrite par Marcel Proust. Ce qui n'a pas empêché de nombreuses familles nobles de maintenir une double tradition - service de l'État, fidélité au prince - qui a conduit de nombreux porteurs de particules à entrer dans la Résistance. Ce qui est établi par François-Marin Fleutot dans un livre (2) expédié par le professeur Goyet dans une note pleine d'un mépris injustifié. La césure Monde/Peuple n'est pas absente, mais il faut prendre garde au fait que le militantisme politique, dans l'entre-deux-guerres, est un creuset aussi important que le service militaire. Surtout dans les ligues de droite, notamment l'Action française, qui sont « interclassistes » et qui disposent d'organisations paramilitaires où se pratique spontanément l'amalgame social.

A trop privilégier les structures sociales, sans assez d'égards pour les remodelages idéologiques et militants de certains comportements de classe, on manque la sociologie du milieu considéré. A trop négliger la force de la conviction personnelle et ce singulier « déterminisme » qu'on appelle la tradition dynastique, on méconnaît gravement les véritables intentions du « sujet » étudié. Très vite, trop vite, il faut dire que, malgré un matériau très riche et honnêtement exploité, Bruno Goyet a appuyé toute sa recherche sur un argument (résumée p. 316) dénué de pertinence et qui crée une superbe illusion savante.

ERREUR D'OPTIQUE

Non, le jeune comte de Paris n'a pas cherché tout au long de sa vie à réussir une « quadruple articulation » entre sa « prétendance » et quatre « champs » - symbolique, rituel, sociologique et idéologique. On ne peut confondre la logique dynastique (continuité politique de père en fils, si conflictuelle parfois...) avec la gestion patrimoniale des familles aristocratiques. On ne peut soutenir que le comte de Paris s'est préoccupé de la sacralité de sa charge, lui qui, par catholicisme profond, répugnait à toute manipulation d'ordre religieux. On a tort de négliger, quant aux relations dans le champ social, la radicalité de la rupture politique opérée par le jeune comte de Paris par rapport aux préjugés de la « bonne société » bourgeoise et aux milieux maurrassiens : dénonciation de l'antisémitisme, dénonciation des accords de Munich, dénonciation de la misère à une époque où les passions sont extrêmes, rupture dramatique avec l'Action française.

Par les critiques qu'il suscite, le travail de Bruno Goyet est toujours stimulant, du moins jusqu'à 1940. La suite (Alger, le retour d'exil, les relations avec le général de Gaulle) est hâtivement traitée. On n'apprend rien de nouveau et les jugements malveillants sur le comte de Paris sont d'une grande banalité. Décider que le Prince a pris une retraite politique définitive en 1969 est une facilité. On peut défendre ce point de vue. Encore faudrait-il montrer que la publication des Mémoires du prince, puis plusieurs autres livres, n'ont pas eu d'écho. Encore faudrait-il montrer que la commémoration du Millénaire de la France, les relations avec François Mitterrand, les crises de la Maison de France, l'appel à voter pour le président sortant en 1988, la participation au bicentenaire de la Révolution (sans parler des relations avec la Nouvelle Action royaliste et des projets relatifs à la présidentielle de 1981) sont des événements parfaitement insignifiants.

La biographie complète du défunt comte de Paris reste à faire. Nous l'attendons.

Yvan AUMONT

(1) Bruno Goyet - « **Henri d'Orléans, comte de Paris** (1908-1999), le prince impossible » - Éd. Odile Jacob, 2001 - prix franco : 160 F.

(2) *cf.* François Fleutot - « **Des Royalistes dans la Résistance** », Flammarion, 2000, prix franco : 149 F.

www. CéDuMinc-Point-Q

J'en mets plein la vue.com

Toi, Royco-ringard : pas comprendre. Pire que Bové-Bourdieu. Moi, Minc. Alain Minc. Moi Intelligent. Très intelligent : tout comprendre. Moi expliquer toi. Ensuite toi retourner boulot fissa.

On a compris depuis longtemps : Alain Minc écrit pour quelques centaines de dîneurs en ville et prend le reste de ses lecteurs, qui lui permettent d'être édité, pour des débiles. Mais nous, les beaufs, on vient de s'apercevoir d'une chose. Le père Minc, c'est comme tout le monde, y vieillit. Y pense toujours à la vitesse d'une imprimante, mais à l'heure d'Internet, il arrive plus à assurer.

Avant, il fallait un an, parfois plus, pour s'apercevoir que le bonhomme s'était mis le doigt dans l'oeil. Le « *syndrome finlandais* », qui décrit la soviétisation rampante de l'Europe, date de 1986. « *L'après-crise est commencée* » a été publié un an avant la crise de 1993. Mais déjà, « *La mondialisation heureuse* » préfaçait le krach de 1998. Cette fois, c'est pire : la « vache folle » a ruiné le modèle du tout-marché, le sommet de Nice a confirmé le blocage de l'usine à gaz européenne et les actions technologiques sont en chute rapide. Le capitalisme n'est plus ce qu'il était (1).

Sentant son public lui échapper, l'arlequin en rajoute dans l'expertise pontifiante, il en fait trop, jusqu'au ridicule.

Il croit vraiment nous en mettre plein la vue, l'Alain Minc, lorsqu'il annonce que les *shareholders* (détenteurs d'actions) ont gagné la bataille contre les *stakeholders* (consommateurs, employés...), observation datée qu'on rafraîchit avec des termes américains. De même, les allusions au *bench marking* (technique de comparaison entre entreprises) au *brain drain* (exode des cerveaux) et à la *goodwill* (survaleur).

Ce baratin snob n'empêche pas les imbéciles que nous sommes de prendre bonne note du message que Minc nous apporte, en bon petit télégraphiste des dirigeants du monde globalisé :

a) Nul ne connaît les bases légales ni le sens exact de la « gouvernance » et de l'« *accountability* », mais chacun s'y soumet, ce qui signifie que les procédures électorales de la démocratie représentatives sont désormais caduques.

b) La France est une nostalgie : il n'y a d'autre réalité que l'Europe des grandes régions.

c) La « société de marché » dans laquelle nous sommes entrés exploitera de nouvelles catégories d'immigrés et sera dure pour les exclus qui constitueront des ghettos plus ou moins « communautaires » et même nettement ethniques.

Ces élucubrations cyniques feraient sourire si les dirigeants politiques ne les prenaient pas au sérieux. Bientôt, après 2002, ils nous diront que l'américanisation généralisée est une réalité, et que nous n'avons pas d'autre choix que de nous soumettre à la société de marché. La peste soit du bouffon !

Yves LANDEVENNEC

(1) Alain Minc - « **www.capitalisme.fr** », Grasset, septembre 2000, prix franco : 113 F.

Canal opportuniste

Du maillage polycentrique

Le directeur du *Monde* a commis un pamphlet d'une sidérante médiocrité. Nous y avons pourtant trouvé matière à rire - rire pour ne pas hurler de colère et finalement de dégoût.

Pensée molle, relevée de quelques calomnies. Allusions historiques spécieuses, faute de connaissances solides. Style plat : on n'est pas jeté dans le torrent impétueux d'un pamphlet, on se promène en pédalo sur une mare municipale. Même les pages sur la Corse font bâiller. Pour éviter la somnolence, on imagine Gian-Maria Colombani rédacteur en chef d'*U Ribombu*, plongeant dans la torpeur les plus farouches dynamiteurs.

Pourquoi parler d'un livre médiocre (1), alors qu'il y en a tant de remarquables ? Parce que les émissions de fumées colombaniennes entrent dans la composition de l'air du temps, et diffusent des substances polluantes que la classe dirigeante respire à pleins poumons. Parce que le programme colombanifol ainsi exposé permet de saisir immédiatement la ligne politique du *Monde*, « institution » vénérable transformée en journal d'opinion - l'opinion tendance opportuniste ultra-libérale naguère séduite par Édouard Balladur mais prestement ralliée à Lionel Jospin.

L'examen de ce fragment du corpus colombanimou fait apparaître que la question corse sert de prétexte à une dénonciation radicale de l'État et de la nation, funanbulesquement replacée dans la lutte entre des « Girondins » fictifs et des « Jacobins » transformés en loups-garous. D'un côté les Bons : Gian-Maria et Edwy Plenel, deux maîtres du Mystère judiciaire arrivant par télécopieurs ; Alain Minc, divinité tutélaire ; Lionel Jospin (esbroufeur), Dominique Strauss-Kahn (expert de gauche en moralité publique). De l'autre les méchants : Philippe Séguin (ambulancier au RPR), Charles Pasqua (pré-retraité), Jean-Pierre Chevènement (dans le rôle de Robespierre), et deux écrivains qui agacent d'autant plus qu'ils ont de multiples talents : Max Gallo et Régis Debray.

Le cabrettiste de la rue Claude-Bernard (Paris, Ve) s'est donné pour mission d'éradiquer le mitterrandisme, de détruire la Ve République au profit d'une sixième République qui reste à définir, de promouvoir Lionel Jospin, de démontrer que DSK est un homme si brillant qu'il est indispensable même s'il manie trop distraitement les photocopieuses et les cassettes vidéos. Aux accents de Girondinezza, le maître-polyphoniste voudrait nous faire croire que l'Europe des régions est l'avenir de la France dans la mesure où notre pays serait découpé en six régions selon le « polycentrisme maillé », un schéma parfaitement technocratique ourdi à la DATAR et qui aurait l'avantage de marginaliser la centralité étatique. C'est débile. Mais c'est cette débilité qui est au pouvoir.

La dernière page, où se trouvent mobilisés plusieurs martyrs de la Résistance, lève le coeur.

Prospero RIBOULDINGHU

(1) Jean-Marie Colombani - « **Les infortunes de la République** » - Grasset, 2000 - prix franco : 96 F.

Le nom du père

par Gérard Leclerc

Qui donc a dit que l'histoire ne repassait jamais les plats ? Quelle sottise et quelle orgueilleuse présomption ! Le premier mot de l'histoire c'est précisément que rien dans l'ordre humain n'est sans suites ou conséquences, c'est que la faute des parents rejaillit sur les enfants et que de génération en génération la règle de la transmission ne cesse de se prolonger. Dans cet ordre là, il n'y a pas d'innocence du devenir, et les plus mirifiques révolutions ne servent qu'à payer au prix fort l'inconscience de ceux qui décrètent que « *rien ne fait mal* ». La génération de 1968 est en train de le comprendre dans la douleur. Les tribulations de Joschka Fischer et de Daniel Cohn-Bendit, poursuivis par la vindicte de Bettina Röhl, la fille à jamais blessée de la terroriste Ulrike Meinhof, se rapportent à la logique de la tragédie antique. On peut trouver que c'est injuste, parce que précisément Ulrike Meinhof n'exerçait sa violence que pour mettre en cause les responsabilités de la génération précédente dans l'horreur nazie... Cela ne lui avait-il pas valu d'être mentionnée par George Steiner au titre des postérités possibles d'Antigone ? Mais Antigone ne saurait verser à son tour du côté de l'injustice et du meurtre. Bettina Rohl est là pour crier sa douleur de la transgression qui a saccagé son enfance...

Insupportable parabole pour les enfants de Mai, qui ont précisément voulu inventer une autre histoire, interrompre la chaîne de l'inexorabilité des causes, briser l'ordre symbolique qui structurait la succession des générations... Le retour du refoulé est terrible. Dany ex-le-Rouge s'en plaint amèrement et désigne « *l'agressivité incroyable* » de la presse allemande à son encontre et à l'encontre de ses amis. Mais cette agressivité n'est-elle pas en rapport direct avec leur agressivité d'hier ? Et si le procès de la révolution de mai 68 est aujourd'hui ouvert, n'est-ce pas en vertu du formidable procès que cette même révolution avait ouvert contre « *la société autoritaire* », celle, nous-dit Serge July, qui à l'enseigne du couple de Gaulle-Marchais « *régnait sur le pays et y faisait régner un accablant puritanisme provincial, fait de refoulement et de discipline paramilitaire* ». Le recul du temps n'a pas permis au directeur de *Libération* de marquer plus de nuances que cela... Et on ne peut que sourire de sa mention de « *la subversion démocratique des années 60* », lorsqu'on a gardé en mémoire la culture révolutionnaire de l'époque, non exempte du culte léniniste de la force et d'une certaine hystérie qui confondait justice et lynchage populiste.

Il est vrai que le gauchisme aspirait avec un Cohn-Bendit à se libérer de la tutelle lénino-staliniste, mais la révolution culturelle qui se dessine alors sous le mot d'ordre « *changer la vie* » n'est pas innocente. Maurice Clavel, qui ressentait la nécessité de la tirer hors de sa dérive libertaro-nihiliste, inventait une stratégie de subversion du gauchisme par le haut. C'est à une *révolution dans l'être* qu'il aspirait et c'est pourquoi il s'était tourné vers notre mouvement naissant à qui il reconnaissait le mérite d'associer son dégoût du désordre établi à une volonté positive. Notre sympathie pour un certain gauchisme ne s'est jamais départi d'une vigilance sans ambiguïté pour ce qui dans le relâchement libertaire ne s'accordait que trop bien à la récupération libérale. Car la captation d'héritage, dénoncée par Cornélius Castoriadis, n'était que trop évidente dès les origines du mouvement de fond de 68.

Pour le moment, la polémique anti-soixante-huitarde se développe sur un terrain ultra-sensible qui ne peut que provoquer l'émoi populaire. Et qui a déjà eu le mérite de provoquer l'autocritique de *Libération* qui se situe bel et bien au coeur de la tourmente. Le quotidien libéral-libertaire reconnaît ses dérives insupportables dans l'ordre des moeurs, et son directeur est prêt à faire son *mea culpa* à condition qu'on reconnaisse qu'« *il n'y a aucune révolution, fut-elle culturelle, qui ne soit qu'un bloc de vertus cristallines* ». Pardon, Serge July, mais c'est un peu rapide, et surtout superficiel ! Lorsqu'une révolution se prétend culturelle, elle doit consentir à aller jusqu'au bout dans un travail d'élucidation de son projet de fond. La pédophilie n'est que l'aspect le plus voyant et insupportable de la révolution des moeurs. Et il ne suffit pas d'exorciser les pratiques criminelles et toute cette « *part de connerie sur la sexualité enfantine* ». Il faut encore discerner à quel point cette transgression insupportable s'inscrit dans une transgression généralisée d'un ordre symbolique, qui se poursuit de façon tout à fait concertée et vient détruire de l'intérieur ce qui est le plus signifiant dans l'amour humain, le sens de la paternité et de la maternité en lien avec les règles de la filiation. On ne joue pas, on ne manipule pas dans ce registre là !

Bertrand Renouvin a déjà évoqué dans notre précédent numéro la gravité extrême de la modification de la loi relative au nom patronymique. Cette modification ne se comprend que dans la continuité avec la révolution culturelle chère à Serge July, dont les conséquences atteignent ce qu'il y a de plus profond et de plus délicat au point de compromettre ce que Pierre Legendre appelle « *la fabrique du sujet* ». L'inconséquence de la révolution de 68 consiste dans son désir forcené de propulser la liberté du sujet moderne au moment où elle s'acharne à briser ses conditions de naissance et de développement. Bernard-Henri Lévy a écrit à ce propos un superbe *bloc-notes* au *Point* dont je veux citer le passage le plus fort : « *... il est navrant que notre bataillon de parlementaires héroïquement emmené par Mme Roudy et M. Gouzes semble faire si bon marché de ce que sait le premier lecteur non seulement de Freud, mais de la Bible, des Evangiles ou même des grands mythes grecs : ont-ils nos petits putschistes métaphysiques, jamais entendu parler d'Oedipe, d'Anchise ? du poids des mères et du fardeau des pères ? des jeux de la nature et du langage ? de la nécessité pour le sujet naissant bientôt parlant, de voir s'organiser autour de lui un dispositif symbolique de mise à distance de l'ordre naturel et matriciel ? de la médiation de la nature par la loi ? de la loi par l'amour ? de l'entrée, via le nom, dans l'ordre de cet amour et de cette loi ? de Moïse, de Jésus-Christ ? des fils du Déluge, à qui le seul nom du père tenait* « la tête hors de l'eau *», ont-ils jamais entendu parler de ce qui fait un sujet et qui, aussi bien, peut le défaire ? et que faut-il d'arrogance, de légèreté et d'inculture, pour prétendre ainsi, dans la joie, faire table rase de tout cela ?* ». Tout est dit, de la plus belle façon, et nous percevons ainsi le véritable enjeu d'une réinterrogation de la révolution culturelle.

■

B.D.

Continuité

Des deux grands de la B.D. belge, contrairement à Hergé qui souhaita que son personnage « meure » avec lui, Edgar P. Jacobs autorisa que sa création lui survive.

Sous la plume de Yves Sente et André Juillard nous retrouvons le capitaine Francis Blake et le professeur Philip Mortimer pour une nouvelle aventure de la série.

Mêlant habilement espionnage et science-fiction cela donne une excellente intrigue, se déroulant de Moscou à la paisible Angleterre, riche de rebondissements et de coups de théâtre. Prenant pour décor la conquête de l'espace par les Soviétiques et les nostalgiques de l'ère stalinienne à l'origine d'un complot diabolique, les auteurs nous entraînent à leur suite dans un récit haletant, sans temps mort. On ne peut qu'adhérer à cette intrigue où se rencontre politique-fiction et pure aventure. En filigrane le lecteur se remémore les enjeux de la guerre froide auxquels nos deux héros se trouvent confrontés. Le lecteur, pris par le récit, ne peut que deviner une solide documentation sur le monde de l'espionnage, à la base de l'histoire qu'elle sert sans l'étouffer, là réside un des grands talents des auteurs.

De même Juillard reste fidèle à la ligne claire ayant fait le succès et la renommée de l'école belge.

Cette dernière aventure des deux célèbres héros, ancrée dans une époque et non dépourvue d'intelligence, fait éprouver au lecteur un réel plaisir.

Bruno DIAZ

Yves Sente et André Juillard - « **La machination Voronov** » - Éditions Blake et Mortimer, Bruxelles - prix franco : 85 F.

Bilan

Défense de la langue

C'est un intéressant *Que-sais-je ?* que nous livre Marie-Josée de Saint-Robert. « *La politique de la langue française* » détaille l'action menée à cet égard sous la Ve République.

En 120 pages d'un « *Que-sais-je ?* » fort bien venu, la linguiste Marie-Josée de Saint-Robert détaille et analyse la politique menée tout au long de la Ve République à l'égard de la langue française. « *Cette étude montre comment les gouvernements successifs de la Ve République ont compris les problèmes linguistiques, quelles solutions ils ont avancées, quels obstacles ils ont rencontrés* ».

Comme il n'est pas de bonne analyse sans rappels historiques, l'auteur relève que l'État, qui se reconnaît pour mission le bien commun, a toujours eu en France, sous une forme ou sous une autre, une politique linguistique. Et d'en citer les grandes dates : 1539, ordonnance de Villers-Cotterêts ; 1635, création de l'Académie française ; loi du 2 thermidor an II (oubliée par beaucoup de républicains eux-mêmes). Dernière étape : le 25 juin 1992. Un amendement à la Constitution précise que : « *la langue de la République est le français* ». Sans doute s'agissait-il, pour beaucoup de parlementaires, d'affirmer le statut du français face à une Europe élargie où la « concurrence linguistique » menace. Peut-être certains ont-ils aussi pensé à la Corse, ou à d'autres provinces. Non sans humour, Marie-Josée de Saint-Robert note que : « *on ne peut pas non plus exclure des visées politiciennes pour expliquer ce vote* ». Si c'est pour une bonne cause...

A partir d'un plan très clair, l'auteur analyse différentes étapes, depuis la mise ne place de la politique du français (entre 1960 et 1980), jusqu'à sa banalisation (dans les années 90), en passant par la recherche de la cohérence (1981-1987). Marie-Josée de Saint-Robert énumère les nombreux organismes successivement chargés de la défense et de la promotion de notre langue. Non sans dégager les thèmes récurrents : emploi du français dans les sciences et techniques, avenir face aux nouvelles technologies, sensibilisation du public, bataille pour le plurilinguisme dans les institutions européennes et internationales. Malgré la retenue qu'impose la rédaction d'un « *Que-sais-je ?* », l'auteur ne se prive pas de relever les contradictions : les quatre cinquièmes des élèves apprennent l'anglais comme première langue étrangère, attitude désormais encouragée par les plus hautes autorités, en violation du traité de l'Élysée signé avec l'Allemagne (qui, de son côté, ne fait pas mieux). La faiblesse des moyens est également mise en relief : en 1997, la Délégation générale à la langue française disposait d'un budget de 7 millions de francs, contre 15 en 1985. En outre, la pluralité des intervenants ne facilite pas l'efficacité en matière de politique de la langue.

A l'occasion, Marie-Josée de Saint-Robert cite... Philippe de Saint-Robert, mais il est vrai qu'il s'agit d'une référence incontournable dans ce domaine et que ces citations sont fort opportunes. « *La politique de la langue française* » est un ouvrage qui comble un vide. Ne serait-ce que pour nous rappeler que : « *On ne gagne rien, jamais, à paraître s'excuser d'être soi-même, et l'on n'acquiert point de puissance à emprunter l'habit des puissants* » (Druon).

Alain SOLARI

Marie-Josée de Saint-Robert - « *La politique de la langue française* » - P.U.F. coll. Que-sais-je ?, n° 3572, prix franco : 56 F.

Nos promotions du mois

(offre valable jusqu'au 31 mars)

♦ Dossier H (dir. Philippe Barthelet) - « **Ernst Jünger** » - prix franco : 283 F.

♦ Vladimir Fedorovski - « **Les Tsarines, les femmes qui ont fait la Russie** » - prix franco : 124 F.

♦ Alexandre de La Cerda - « **Nathalie de Serbie, la reine errante** » - prix franco : 105 F.

♦ Michel del Castillo - « **Droit d'auteur** » - prix franco : 90 F.

Prince Jean

Les abonnés à notre liste de diffusion sur l'internet qui reçoivent nos dépêches d'« actualités royalistes » ont appris la nouvelle bien avant tout le monde : le prince Jean de France, duc de Vendôme, s'est fiancé avec la duchesse Tatjana d'Oldenbourg. La jeune fille, âgée de vingt-six ans, est diplômée de l'école supérieure d'administration et de management de Stuttgart et elle travaille à Berlin dans une banque privée. Elle est la fille de Johann, duc d'Oldenbourg et de son épouse Ilka, née comtesse d'Ortenbourg. Le grand-duché d'Oldenbourg était une monarchie constitutionnelle héréditaire qui fut un pays souverain jusqu'à la fin de la Guerre 14-18. Le dernier grand-duc à avoir régné est l'arrière-grand-père de la duchesse Tatjana.

La date du mariage n'est pas encore fixée mais il devrait probablement avoir lieu à l'automne.

Le Comité directeur de la NAR a adressé ses félicitations au comte de Paris, chef de la Maison de France et à la duchesse de Montpensier et exprimé au prince Jean la joie que lui avait procurée cette nouvelle.

CONGRÈS

La commission nationale du projet (ouverte à tous les adhérents) se réunira le 7 avril pour élaborer les textes qui seront soumis au Congrès de la NAR. Thèmes de cette année : "*Politique fiscale et redistribution du revenu national*" et "*Une politique de l'écologie*".

Les textes préparatoires (projets de motion) seront envoyés aux adhérents d'ici quelques jours

♦ Le congrès proprement dit, qui ne rassemble que les membres du Comité directeur et du Conseil national ainsi que quelques cadres du mouvement, aura lieu le 8 avril.

♦ **ANNIVERSAIRE** - La Nouvelle Action Royaliste fête cette année son trentième anniversaire. Nous célébrerons cet évènement **le samedi 7 avril au soir par un grand dîner.** Tous les amis de la NAR sont invités à se joindre à nous.

Les renseignements pratiques seront donnés dans le prochain numéro mais réservez-nous déjà votre soirée.

Les provinciaux peuvent bénéficier à cette occasion d'une réduction de 20 % sur les tarifs SNCF. Il suffit de nous demander les bons de réduction par courrier ou par téléphone au 01.42.97.42.57.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 7 mars** : Comment fonctionnent ces « hypermarchés » dans lesquels nous avons plus ou moins l'habitude de faire nos achats ? Les fusions qui ont eu lieu dans le secteur de la grande distribution ont-elles été efficaces, favorables aux consommateurs, bénéfiques pour le personnel ? Sous les images alléchantes de la publicité, se cache un redoutable système qui pille le monde rural, ruine le commerce de proximité et exploite ses employés. Ceci avec la complicité intéressée des responsables politiques. Délégué consulaire à la Chambre de Commerce de Paris, **Christian JACQUIAU** nous fera pénétrer dans « **les coulisses de la grande distribution** ». La visite est à tous égards édifiante.

● **Mercredi 14 mars** : C'est une reine de France qui n'a pas très bonne presse ! Après avoir été répudiée par Louis VII, elle se remarie avec le futur roi d'Angleterre et sera la mère de Richard Coeur de Lion et de Jean sans Terre, Cette union sera une des causes de deux cents années de guerre entre les deux royaumes. Elle fut pourtant une femme de forte personnalité, la protectrice des artistes et des troubadours et méritait mieux que la réputation sulfureuse que lui a tissée la légende. Avec sa rigueur et son brio habituel **Philippe DELORME** viendra nous présenter cette « **Aliénor d'Aquitaine** » à la quelle il nous invitera à rendre justice.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (50 F pour l'année)

NAR en TEXTES

Chaque année depuis 1981, ont été votées par les adhérents de la NAR, lors de nos congrès, des motions fixant les positions de notre mouvement sur les grands sujets d'actualité. Rassemblés en deux brochures ces textes forment un corpus qui explique et éclaire le projet politique de la NAR.

♦ **La NAR en textes (1)** - congrès 1981-1991 - prix franco 10 F.

♦ **La NAR en textes (2)** - congrès 1992-1999 - prix franco 10 F.

Communiquer avec la N.A.R.

✓ Adresse postale : **17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris**

✓ Adresse électronique : **royaliste@multimania.com**

✓ Site internet : **http://www.multimania.com/royaliste**

✓ Téléphone : **01.42.97.42.57**

✓ Télécopie/répondeur : **01.42.96.05.53**

✓ Réglements à l'ordre de : ***Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

.....

désire recevoir, sans engement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La nation, la loi, l'État

Les affrontements entre la gauche et la droite, à l'occasion des élections municipales, ne doivent pas nous faire oublier une donnée primordiale : l'unité idéologique du milieu dirigeant, autrement dit la cohérence de cette oligarchie politique, économique, financière mais aussi syndicale (les états-majors du Medef et de la CFDT) qui propage ou accepte l'ultra-libéralisme.

Cette unité n'exclut pas les rivalités entre les oligarques, mais le jeu des préférences est dépourvu de toute signification politique. Il reste cependant à désigner les acteurs les plus pernicieux de cette fin de période.

A cet égard, Jacques Chirac est un personnage secondaire. Sans oublier ses choix inexcusables lors de la guerre du printemps 1999 et dans l'établissement du quinquennat, celui qui n'a jamais cessé d'être le chef du RPR et le porte parole de ses groupes d'appui (FNSEA et frange réactionnaire du patronat), n'est plus qu'un candidat en campagne, desservi par ses propres amis, et qui ne sait où il va. Il suffit pour le moment de regarder comment ce démagogue affrontera les conséquences de l'imbroglio parisien et de quelle manière il supportera le poids des reniements dont beaucoup de ses électeurs de 1994 se souviennent avec colère.

Le cas Jospin est beaucoup plus préoccupant. Certes, l'homme qui se dit socialiste vit dans un isolement croissant, puisque sa brillante équipe de 1977 se disperse à tous vents. Certes, le Premier ministre est maintenant exposé, physiquement, à l'hostilité virulente de nombreuses professions. A tel point que l'enfant chéri des sondages a été obligé de renoncer à plusieurs de ses déplacements en province - preuve manifeste de son impopularité. Certes, les violentes convulsions de l'anti-système libéral apportent des désaveux cinglants et quasi quotidiens à ce qu'il affirme.

Mais la gestion gouvernementale (la « gouvernance ») obéit à la même logique démente que la construction européenne : les échecs provoquent des fuites en

avant qui aboutissent à de nouvelles déconvenues. La raison de cette obstination funeste ? Montrer (et se prouver à soi-même) que l'on travaille, que l'on agit - ou plus exactement que l'on « bouge » à la manière américaine (1). Comme il est impossible de construire quoi que ce soit sur un système auto-destructeur, on agit dans le sens de la destruction en assurant qu'elle est « créatrice ». Tel est le mouvement qui emporte les dirigeants européens. Tel est la mentalité commune aux patrons et aux agents de publicité de la succursale française de la grande maison euro-atlantique.

Il s'agit là d'un groupe aux contours imprécis, où l'on trouve des députés socialistes, des renégats du mitterrandisme, et toute une valetaille d'experts et de commis aux écritures. Tout cela tourne autour de Dominique Strauss-Kahn, François Hollande, Alain Minc, Jean-Marie Colombani et autres Fauroux. On agite des idées, on lance des ballons-sonde, on prépare des textes qui se transformeront en projets de loi après les élections de 2002. Tout cela est encore confus, mais on discerne l'esquisse d'un programme qui consiste à opérer des destructions massives au nom de la « réforme » et de la « modernité ».

On veut banaliser la responsabilité présidentielle, transformer le Conseil constitutionnel, appliquer le quinquennat à toutes les élections, et on rappelle que le Sénat constitue pour Lionel Jospin une « anomalie ».

On évoque un changement radical des structures, des méthodes et des objectifs de l'administration - qui s'esquisse au ministère des Finances, et qui se poursuivra vraisemblablement après 2002 à l'Éducation nationale.

On veut faire de la Corse le laboratoire d'une décentralisation poussée à l'extrême, au risque de mettre en péril la nation française.

Il ne s'agit pas seulement de détruire la République gaullienne, mais de ruiner les fondements mêmes de la République, puisque l'État de droit s'anéantira dans la multiplicité des « lois » locales et expérimentales.

Bien entendu, c'est Lionel Jospin qui fera le tri des personnages utiles et la synthèse des idées efficaces. Nous connaissons ses talents de liquidateur. Il faut faire obstacle à ce dynamiteur potentiel, pour le salut de ce qui nous définit et nous rassemble : la Nation, la Loi, l'État.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article de François Verrazzane dans le n° 33 de notre revue *Cité*.